

A qui profitent les dépenses sociales au Tchad? Une analyse d'incidence à partir des données d'enquête

by Tabo Symphorien Ndong, Nakar Djindil Syntiche
and Toinar Mogota Anatole

Le Tchad est classé parmi les plus pauvres des pays pauvres de la planète (Rapport du Développement Humain des Nations Unies de 2006). Cette pauvreté tire essentiellement ses origines dans les contre performances du capital humain, non adapté et insuffisamment compétent ou évoluant dans des conditions physiques non optimales. Ce qui explique la première place des secteurs de santé et de l'éducation dans les politiques de réduction de la pauvreté adoptée par le gouvernement du Tchad en juin 2003.

Mais quels sont les bénéficiaires réels de ces importantes dépenses en éducation et en santé, à la faveur de la disponibilité des ressources supplémentaires provenant du pétrole, des initiatives PPTTE intervenues au Tchad ? C'est à cette question fondamentale que tente de répondre notre étude.

Cette étude examine l'incidence des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation et de la santé maternelle et infantile au niveau des ménages au Tchad. Pour mesurer le niveau de vie, nous construisons un indicateur composite de pauvreté à l'aide des caractéristiques socio-économiques des ménages.

Les résultats montrent qu'il existe une très forte sélectivité sociale dans l'utilisation des transferts de santé et d'éducation au Tchad. Nous examinons également l'incidence marginale d'une expansion des dépenses publiques dans ces secteurs. L'analyse révèle qu'une expansion des transferts sanitaires et éducatifs pourrait ne pas profiter aux plus défavorisés, et qu'il en sera ainsi si cette expansion ne s'accompagne pas de réformes dans la distribution de ces ressources entre les structures déconcentrées, d'une part et d'autre part, l'utilisation à un niveau déconcentré, notamment, dans le sens d'une modification de l'allocation entre les différents types de structures, en faveur des celles utilisées constamment par les plus pauvres.

En plus de ces contrastes observés au niveau des régions, des zones (septentrionale et méridionale) en matière d'accessibilité aux services sociaux de base (éducation et santé), et de la qualité de ces services, l'étude révèle un faible lien entre les moyens et les résultats, ce qui traduit une défaillance dans la gestion de ces secteurs prioritaires. Une gestion axée véritablement sur les résultats pourrait constituer une alternative plausible, surtout dans le contexte de la SNRP et des OMD.

Ce *Policy research brief* est tiré du cahier de recherche **PMMA 2007-11**